

# Vieille opposition et vie quotidienne



POUR comprendre pourquoi les gildes restent si vivantes dans la vie quotidienne des habitants de Visé, il faut remonter bien entendu à l'Ancien Régime et au fondement de la justification militaire de ces groupes de défense des villes institués par les marchands dans des bourgs qui échappaient en partie au système seigneurial.

## Gildes et affiliation sociale ou le politique dans la vie quotidienne

Nous allons donc, dans un premier temps, rappeler les besoins nouveaux de sécurité que l'expansion des villes exigeait.

Dans un deuxième temps, nous montrerons comment le <sup>xvi</sup>e et le <sup>xvii</sup>e siècle furent des moments de tensions religieuses entre protestants et catholiques, de tensions sociales entre Grignoux et Chiroux à Liège et de tensions militaires entre la France et la république des Provinces-Unies; dans les trois cas, le terrain visétois ressentit certainement les effets de ces secousses sismiques.

Dans un troisième temps, la révolution politique liée au suffrage universel, même tempéré par le vote plural, obligea, dès 1893, les candidats aux responsabilités politiques locales à utiliser tous les réseaux sociaux permettant d'attirer des voix; avec la massification des suffrages, la course à la construction de solidarités politiques et d'obligations électorales subit une accélération notable.

Enfin, nous tenterons de poser, à partir des éléments d'information recueillis par d'autres auteurs, une hypothèse sur la bipartition des systèmes politiques et sur la multiplication des dimensions d'opposition pour expliquer la vivacité étonnante de rituels datant de sept siècles, soit environ vingt-huit générations.

## La vague du <sup>xiv</sup>e siècle

Durant le tumultueux Moyen Âge, la hiérarchie sociale plaçait les guerriers et les prêtres au-dessus des paysans. Les premiers profitaient de la vie et faisaient nourrir les deuxièmes qui les

Stèle des Francs  
Arquebusiers au cimetière  
de Lorette à Visé (2004).



Photo : Jean-Claude Dessart.

encensaient en retour et expliquaient au petit peuple qu'il fallait travailler pour permettre à tout ce beau monde de protéger les habitants des lieux contre l'invasion de la part de malfaisants intrus. Cette tripartition – aux uns les armes, aux deuxièmes les prières et aux tiers les travaux des champs – n'est pas originale car elle n'a pas changé depuis le néolithique; mais quelque chose de spécial se passe sur les terres de l'Occident dans les siècles qui suivent Charlemagne († 814).

Pour comprendre cette particularité qui donnera naissance à cette *dynamique de l'Occident* décrite par Norbert Élias, il faut d'abord comprendre les effets de très longue durée de la latinisation des pourtours de la Méditerranée. Ensuite, il nous faudra saisir le double mouvement de moyenne durée menant aux agrandissements des territoires des seigneurs de guerre et à la place étonnante que ceux-ci durent laisser aux nouveaux venus socialement, les marchands de longue distance, habitants des bourgs, obligés de se rassembler en gildes pour se défendre. Commencant la longue durée de l'implantation romaine, l'infrastructure de la *pax romana* se base sur la voie romaine, moyen de transport de troupes chargées de terroriser les populations rebelles et moyen de transport de marchandises permettant d'enrichir les marchands locaux. On connaît le jugement de Jules César au début de la guerre des Gaules: « Les plus braves de tous ces peuples sont les Belges, parce qu'ils sont les plus éloignés de la civilisation et des mœurs raffinées de la Prov[e]nce, parce que les marchands vont très rarement chez eux et n'y importent pas ce qui est propre à amollir les cœurs, parce qu'ils sont les plus voisins des Germains qui habitent au-delà du Rhin et avec qui ils sont continuellement en guerre. »<sup>1</sup>

La construction de voies romaines doit pallier ces deux problèmes: amollir les mœurs par le commerce (et donc la prospérité) et tenir les Germains à distance, voire les transformer en mercenaires au service de Rome. Sous l'empereur Claude, les villes (fortifiées plus tard, au début du IV<sup>e</sup> siècle) de Maestricht et Cologne (« la colonie ») sont construites et servent d'axes pour la circulation: la route entre Cologne et Boulogne permettra une circulation entre les deux points au nord de l'empire continental.

Après quelques siècles de peuplement discret par des barbares s'intégrant de plus en plus à l'empire, l'Église catholique prend le pas sur ce dernier et les temples dédiés à Mars, dieu de la guerre, qui avaient été bâtis sur les emplacements des temples celtiques à leurs propres dieux de la guerre, furent transformés en lieux de culte chrétiens et dédiés cette fois à Martin, patron des soldats, légionnaire converti, symbole de la transformation du pouvoir temporel de Rome en pouvoir spirituel: on retrouve désormais des chapelles Saint-Martin sur tout le territoire de l'ancien empire romain. « Les Celtes considéraient l'oie comme une messagère de l'autre monde et s'interdisaient d'en manger. Selon une légende, lorsque saint Martin, l'évangéliste des Celtes, refusa de devenir évêque et se cacha, des oies, par leurs cris, révélèrent sa présence. On observa avec quelque intérêt que le nom de Martin signifie 'consacré à Mars', dieu auquel les Romains avaient dédié l'oie, et que la fête du saint, le 11 novembre, correspondait au premier jour de l'année des Celtes, qui avaient sacralisé l'oiseau. »<sup>2</sup>

L'implantation catholique prend la succession de la structuration impériale. Le latin demeure la langue des lettrés et perpétue non pas le pouvoir centré sur la Médi-

<sup>1</sup> Jules César, *La guerre des Gaules*, traduction par Maurice RAT, Paris, Flammarion, 1964, p. 13.

<sup>2</sup> Éloïse MOZZANI, *Le livre des superstitions. Mythes, croyances et légendes*, Paris, Robert Laffont, 1995, p. 1261.

terranée mais celui d'une hiérarchie qui, de Clovis à Charlemagne, va incarner non celui qui possède l'*imperium* mais celui qui confère l'*imperium* par l'onction royale à Reims ou le sacre à Rome. Les clercs communiquent entre eux dans cette langue de l'élite tandis que le peuple transforme le bas-latin en langue véhiculaire, vulgaire, vernaculaire, vivante, évolutive, adaptée aux usages des peuples localisés dans telle ou telle partie de l'ancien empire. Le phénomène observé par Norbert Élias ne se produit donc pas, on l'a dit, sur un terrain vierge mais dans un espace où les puissants se connaissent, se parlent et s'écrivent. Le morcellement du pouvoir romain exprime la dissolution du monopole de la violence et du monopole fiscal qui y est attaché que ce système avait réussi à installer sur son territoire. Dès lors, et pour plus d'un millénaire, une nouvelle course au monopole de la violence s'installe sur la base de l'insécurité des nouvelles unités de pouvoir, les royaumes des Francs, puis les collines des vassaux de la féodalité. La concurrence entre les collines des vassaux sera incessante et produira le mécanisme suivant.

« Quand, dans une unité sociale d'une certaine étendue, un grand nombre d'unités sociales plus petites, qui, par leur interdépendance forment la grande unité, disposent d'une force sociale à peu près égale et peuvent de ce fait librement – sans être gênées par des monopoles déjà existants – rivaliser pour la conquête des chances de puissance sociale, en premier lieu des moyens de subsistance et de production, la probabilité est forte que les uns sortent vainqueurs, les autres vaincus de ce combat et que les chances finissent par tomber entre les mains d'un petit nombre, tandis que les autres sont éliminés ou tombent sous la coupe de quelques-uns. »<sup>3</sup>

En France particulièrement, cette concurrence féroce entre seigneurs va mener à une centralisation des monopoles militaro-policiers et fiscaux, poussée par les rivalités internes et externes, entre seigneurs de taille et donc de puissance variables d'une génération à l'autre. La principauté de Liège n'échappe pas à la règle, balancée entre des pouvoirs voisins changeants, dotée d'une légitimité mouvante, hésitant entre une neutralité couarde et une soumission tenue au Saint-Empire romain de la nation germanique, subjuguant une population rebelle et négociant aussitôt avec celle-ci, réprimant dans le sang les mouvements populaires puis leur donnant une assise institutionnelle inimaginable ailleurs auparavant. Cette lutte d'élimination des pouvoirs les plus faibles se produit sur un terreau commun. En effet, « dès la fin du dixième siècle environ, l'Europe occidentale se trouve à l'abri des invasions qui, jusqu'alors, ont dominé son histoire. »<sup>4</sup>

Le mouvement inverse d'expansion de l'Occident chrétien se manifeste : poussée démographique du XI<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle, développement économique, réorganisation sociale, cristallisation politique, coordination du sentiment religieux intérieur et croisades à l'extérieur, floraison intellectuelle, artistique et littéraire. Les anciennes villes romaines poussent hors de leurs vieux murs et forment des faubourgs, les villas de la même époque se transforment en villages. Cette poussée des villes s'explique par une croissance démographique généralisée et par une modification de l'équilibre technique et social entre les villes et les campagnes liée tant à un accroissement de la productivité qu'à une fuite des serfs. Le plat pays devient une zone de défrichement, de prise de pouvoir de l'homme sur

<sup>3</sup> Norbert ÉLIAS, *La dynamique de l'Occident*, Paris, Calmann-Lévy, 1979, 320 pages, p. 27.

<sup>4</sup> Vadime ÉLISSÉE, Jean NAUDOU, Gaston WIET, Philippe WOLFF, *Histoire du développement culturel et scientifique de l'humanité*. Volume III. *Les grandes civilisations du Moyen Âge*, Paris, UNESCO, Laffont, 1969, p. 213.

la nature. L'accroissement de la production agricole qu'exigeait la croissance démographique renforça les structures sociales: l'équipement ecclésiastique s'améliora par multiplication des paroisses, création de nombreuses chapelles, agrandissement des églises. Les progrès techniques renforcent ce mouvement et on commence à mieux utiliser les forces de la nature: animaux, terre, eaux courantes et vents. Les assolements triennaux se généralisent, les moulins se multiplient dès le x<sup>e</sup> siècle sur le sommet des collines ou dans les vallées des ruisseaux, les charrues à roue et les colliers d'épaule permettent de faire travailler les animaux de bât de façon plus efficace. La batellerie fluviale relie la Bourgogne, le bassin parisien et l'embouchure de la Meuse et du Rhin; elle est rendue plus facile grâce au gouvernail d'étambot, fixé à l'arrière et dans l'axe du navire, à la partie retroussée de la quille, évitant l'encombrement des rames latérales. Venant du nord, une fois la Bourgogne atteinte, c'est la vallée de la Seine à l'ouest, celle de la Moselle puis du Rhin à l'est et celle de la Saône puis du Rhône au sud qui s'ouvrent. Les villes servent de lieux d'échange et le commerce intra-européen augmente: les draps de Flandre sont vendus jusqu'en Méditerranée et en Russie. Les foires agricoles entre l'Italie du Nord et les Pays-Bas situent également Visé au milieu du jeu commercial continental. La solidarité entre habitants des villes se marque par des prestations de serment de fidélité réciproque patronnés par des saints et donc sous l'invocation de l'Église catholique.

Alors que le phénomène décrit par Norbert Élias va mener en Angleterre, en France et en Espagne à la mise sur pied progressive, multiséculaire, d'États-nations, l'arc lotharingien échappe à cette centralisation et demeure, de l'Italie du Nord aux Pays-Bas en passant par la vallée rhénane, une zone d'intenses liens urbains, illustrée par la montée en puissance des guildes (ou *gildes*) et de la forme la plus stable de certaines d'entre elles dans le cadre de la ligue hanséatique.

L'organisation administrative de la principauté épiscopale de Liège va bénéficier et pâtir tout à la fois des progrès de la centralisation des pouvoirs voisins et de la rationalisation des rapports sociaux qu'elle induit. Sur le plan culturel, ces siècles enregistrent la montée des langues populaires et, depuis les embouchures du Rhin, de la Meuse et de l'Escaut, une compénétration des aires linguistiques frisonne, saxonne, bas-francique et wallon reflète la confusion politique de la dépendance théorique au Saint-Empire, de la présence voisine de la France, relayée par des lignées comtales et une haute bourgeoisie francophiles et francophones.

Pendant qu'une partie de l'aristocratie guerrière va tenter de sauver son âme en effectuant des croisades, la bourgeoisie, moins ambitieuse, tisse des liens commerciaux du Nord au Sud. La charte de Huy, en 1066, accorde des privilèges jalouxés par les autres villes de la principauté. On notera, parmi ces droits et obligations, la liaison entre les obligations militaires des bourgeois qui devront parfois le service armé au prince-évêque (assez rarement en fait) et la perception en corollaire des redevances quand ils sont amenés à remplacer l'évêque en cas de vacance du siège en occupant la citadelle. On voit ici que les habitants de bourgs deviennent des adjutants indispensables au pouvoir traditionnel mais que ce pouvoir se méfie de la fidélité de cette nouvelle classe sociale sur le plan militaire. La méfiance du pouvoir face aux bourgeois, la volonté de les tenir à distance tout en favorisant leur rentabilité fiscale illustre le dilemme de l'Ancien Régime et reviendra dans l'histoire visétoise des guildes.

La montée des villes est souvent illustrée par la bataille des Éperons d'or, en 1302, épisode de victoire des « amis des guildes » succédant aux mâlines brugeoises

de sanglante mémoire, mais elle ne signifie pas un recul de la royauté. Si l'aristocratie française a perdu cette bataille, c'est parce qu'elle s'est laissé attirer dans un terrain défavorable aux charges de cavalerie par les nombreux fossés qu'il cachait. Dès 1305, le traité d'Athis-sur-Orge rétablit les rapports de force plus stables : les fortifications des villes flamandes doivent être démolies, tous les Flamands de plus de quatorze ans doivent jurer d'observer le traité. La date utilisée par les Arbalétriers visétois pour symboliser leur reconnaissance officielle n'est pas sûre, on l'a mentionné ailleurs. Mais elle correspond à la fois à la montée en puissance des dirigeants des villes et par une augmentation, à l'intérieur des villes, des tensions sociales entre les gros propriétaires et les artisans.

Une suite d'épisodes importants de la période de la naissance probable de la gilde des Arbalétriers permet de comprendre le contexte liégeois et la place particulière des artisans et commerçants dans ce monde du XIV<sup>e</sup> siècle naissant : le Mal-Saint-Martin, la paix d'Angleur puis la paix de Fexhe. Durant la nuit du 3 août 1312, les patriciens liégeois, alliés à la noblesse, entrèrent dans la ville de Liège pour imposer leur pouvoir aux représentants des métiers. Ceux-ci s'organisèrent rapidement et les assaillants furent obligés de reculer vers les murailles sur les hauteurs de la ville. Trouvant la porte fermée, ils furent contraints de pénétrer dans l'église Saint-Martin, souhaitant profiter de la protection de l'Église. La colère du peuple ne diminua pas et le feu fut mis aux portes, provoquant la mort de plus d'une centaine de patriciens et d'une majorité d'échevins. Quelques mois plus tard, la paix d'Angleur institue l'élection des membres du conseil communal de Liège, élargie aux représentants du peuple et non plus seulement aux patriciens comme c'était le cas depuis deux siècles. Deux mayeurs gèrent la ville avec des jurés tandis que le pouvoir judiciaire est géré par des échevins nommés à vie par le prince-évêque. Forts de cette victoire, les métiers liégeois forcèrent de nouvelles concessions de la part du pouvoir : les trois états réunis régulièrement constituent le *Sens du pays* et obtiennent le pouvoir législatif tandis que les franchises des bonnes villes sont maintenues. L'affichage de la charte dans la cathédrale Saint-Lambert garantit une publicité et un rappel permanent de ces nouveaux droits des peuples.

Le seigneur d'Argenteau, dont le château dominait la Meuse, profitait de sa position privilégiée pour faire payer aux commerçants des droits de passage qui énervaient ceux-ci. Ces sommes considérées comme exorbitantes ainsi que les pillages et violences exercés par Renaud d'Argenteau provoquèrent l'ire des marchands bateliers des villes de Liège, de Huy et de Dinant contre ce vassal du duc de Brabant. Quelques années après la date retenue comme la date officielle de création de la compagnie des Arbalétriers, le 15 juillet 1347, le château d'Argenteau fut assiégé par des forces liégeoises auxquelles des forces visétoises se sont jointes<sup>5</sup>.

Au moment où la compagnie prend forme, l'ordre des templiers, probablement limité à une vingtaine de moines-soldats, disparaît des hauteurs de Visé. À l'instigation du roi Philippe le Bel en 1307, le pape fait supprimer l'ordre en 1312 et le prince-évêque prend des mesures d'interdiction dans la foulée.

Ces faits mis ensemble donnent le ton de l'époque : dans une petite ville comme Visé, la disparition d'une petite troupe templière de maintien de l'ordre, l'arrogance d'un seigneur voisin, la montée du sentiment des bourgeois de représenter

---

<sup>5</sup> John KNAEPEN, *Notices visétoises*, n<sup>os</sup> 68-72, 1999, p. 211, et n<sup>os</sup> 105-108, 2008, p. 26. Merci à Jo Massin pour cette référence.

une partie honorable de la vie politique et sociale, tout cela concourt à justifier la création d'une communauté de défense locale, basée sur la légitime nouvelle reconnaissance de la classe sociale montante. Deux générations plus tard, le titre de *bonne ville* est accordé à la ville de Visé, lui donnant le droit d'envoyer des représentants au tiers état de Liège et de construire des murs d'enceinte. À l'abri de leurs murailles, les commerçants visétois apprennent à se défendre, à défendre leurs droits en recourant aux institutions principautaires et à leur formation militaire de tir à l'arbalète. Il est vraisemblable que l'esprit municipaliste domine cette compagnie, imprégnée de respect religieux et féodal pour le prince-évêque mais également remplie du sentiment de ses droits propres, tirés de la reconnaissance institutionnelle et de la capacité ou l'illusion de pouvoir se défendre seule face aux malfaisants et aux malintentionnés voisins.

Saint Georges sera considéré comme le patron de la compagnie, tout comme il était patron des chevaliers, défenseur mythique de l'innocente proie d'un monstre aussi légendaire que lui-même, symbole de la protection des faibles par de courageux professionnels entraînés (voir le chapitre du professeur Kupper).

## Les tempêtes du XVI<sup>e</sup> siècle

Le déclin des hanses et des guildes est attesté par les historiens dès la fin du XV<sup>e</sup> siècle. Il est lié à la montée en puissance des États nouvellement créés qui tentent de supprimer le poids commercial du monopole de circulation que les bourgeois réunis avaient réussi à construire. Au moment où le protestantisme va prendre la place, dans le nord de l'Europe, que l'empire romain n'avait pas occupée, la question de la naissance d'une nouvelle gilde à Visé puis le déclin et la renaissance de l'ancienne gilde pose question. Ces événements sont probablement liés entre eux mais par quel fil étrange ?

Dès 1523, les premiers martyrs de la Réforme protestante sont brûlés sur la grand-place de Bruxelles, ouvrant une guerre de religion qui durera jusqu'en 1648. Entre-temps, l'imprimerie répand les idées des uns et des autres, le capitalisme bancaire s'installe plus profondément dans la structure sociale, la colonisation portugaise puis espagnole incite les autres puissances européennes à chercher à ouvrir des comptoirs sur la surface du globe, la Renaissance a remis à l'avant-plan les manières de penser, de diriger, de construire de l'Antiquité. « Le régime républicain (c'est-à-dire un gouvernement effectué par un corps représentatif quelconque) qui avait été un élément vital caractéristique de la culture antique, revint en honneur entre 1300 et 1775, et plus



Drapeau des Arbalétriers représentant saint Georges. Musée de la Compagnie royale des anciens arbalétriers visétois.

L'empereur des Anciens Arquebusiers sous une des portes d'entrée de la ville, reconstituée à l'occasion du 400<sup>e</sup> anniversaire de la gilde.



Photo : Anciens Arquebusiers.

spécialement dans les cités. La plupart des villes européennes possédaient un gouvernement oligarchique fonctionnant par l'intermédiaire de guildes.»<sup>6</sup> La logique fédérale qui unissait l'empire germanique à l'aristocratie fut également utilisée pour tenir ensemble les Provinces-Unies à partir de 1579. L'idée d'un contrat social unissant les sujets entre eux et ceux-ci au souverain commence à faire son chemin. Les cités, notamment flamandes, connurent de violentes insurrections dans l'une des régions les plus urbanisées et les plus industrialisées d'Europe, Liège ne faisant pas exception, et Visé probablement pas non plus.

Certains historiens avancent qu'entre la prédication de la Réforme protestante en 1517 et la fin de la guerre de Trente Ans, la population allemande passa de seize à six millions d'habitants et il n'est pas impossible que ce que l'on a décrit en Flandre comme la *Crise iconoclaste* suivie de la Furie espagnole aient été aussi destructrices. «Il y avait à l'échelle européenne une volonté d'ordre chez les gouvernants, mais aussi un désir d'ordre chez les gouvernés après les temps troublés de la seconde moitié du xvi<sup>e</sup> siècle et de la première moitié du xvii<sup>e</sup>.»<sup>7</sup> Le premier capitaliste liégeois, Jean Curtius, fit fortune en fabriquant pour les troupes espagnoles des armes et des munitions utilisées en masse dans la guerre meurtrière qui ravageait l'Europe.

En 1579, au moment où le prince-évêque reconnaît la seconde gilde de défense de la ville de Visé, la peste vient de chasser les troupes espagnoles de Namur et le gouverneur Alexandre Farnèse s'installe dans les murs de Visé. La prise de Maestricht en 1579, année de l'Union d'Utrecht, préfiguration de la république des Provinces-Unies, illustre l'insécurité et la position difficile des commerçants qui passent les frontières politiques et religieuses sans contrôle de la part des autorités locales. On peut supposer que le prince-évêque donne à la ville de Visé quelques moyens supplémentaires pour se défendre : une gilde de plus ne peut faire de tort pour défendre cette portion à l'est de la Meuse entre Liège et Maestricht. Une carte (page suivante) montre en effet que Visé occupe une position importante pour la principauté : comme une enclave en duché de Limbourg, à la limite du comté de Dalhem, sur la « route fluviale » vers le nord et traversée par la route qui mène d'Aix-la-Chapelle à Tongres en contournant Maestricht par le sud,

une façon de doubler la vieille voie vers Bavai. L'hypothèse de la peste comme cause de la création de la seconde gilde n'apparaît pas comme suffisante : si une telle maladie avait provoqué une hécatombe chez les Arbalétriers, elle aurait dû en provoquer également chez les autres concitoyens. Par contre, l'épisode de l'interdiction momentanée de la compagnie des Arbalétriers peut donner un éclairage à cette création.

Si une plainte est déposée contre les Arbalétriers, plainte qui amène le retrait de leur agrément en 1604 et le rétablissement de celui-ci en 1611, peut-on supposer qu'une lutte interne à la ville soit à l'origine, et de la création des Arquebusiers et de la plainte contre les Arbalétriers ? Nous entrons dans le domaine des conjectures, des

(pas de crédit)

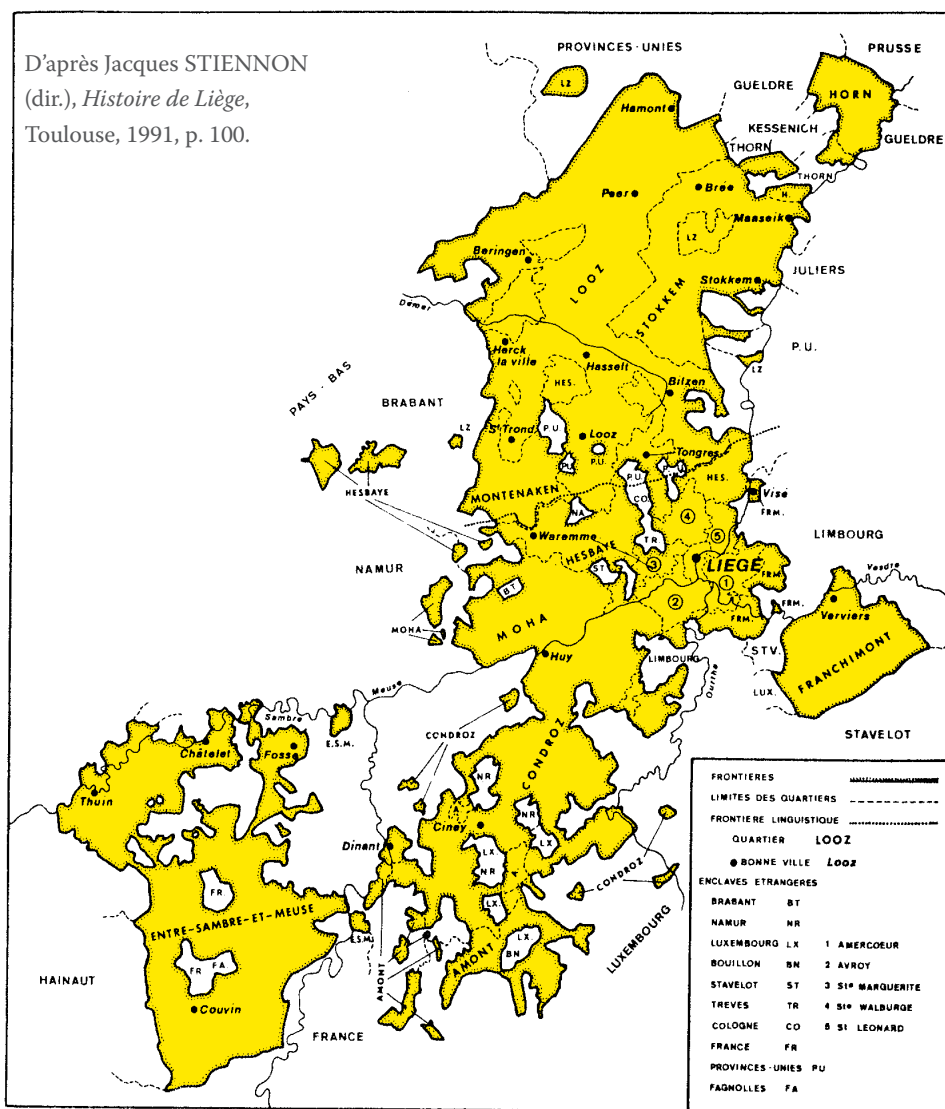


Timbre édité à l'occasion du 400<sup>e</sup> anniversaire des Arquebusiers. Il s'agit du premier timbre évoquant Visé.

<sup>6</sup> Louis GOTTSCHALK, Loren C. MCKINNEY et Earl H. PRITCHARD, *Histoire du développement culturel et scientifique de l'humanité*, Volume IV. *Les origines du monde moderne (1300-1775)*, Paris, UNESCO, Lafont, 1968, p. 54.

<sup>7</sup> Jean DELUMEAU, *Rassurer et protéger. Le sentiment de sécurité dans l'Occident d'autrefois*, Paris, Fayard, 1989, p. 558.

D'après Jacques STIENNON  
(dir.), *Histoire de Liège*,  
Toulouse, 1991, p. 100.



Carte de la principauté de Liège en 1789. On y constate que Visé a une difficile position d'enclave, au nord-est de la principauté.

hypothèses, des raisonnements acrobatiques mais l'occasion de ce livre est trop belle pour s'en priver. Ce qui suit doit donc être lu avec prudence.

On sait que les antagonismes familiaux, claniques, en tout cas de lignage, peuvent traverser les générations et se transporter par elles de siècle en siècle: l'histoire visétoise des cent dernières années l'illustre comme on le verra plus bas. Imaginons la mentalité des Arbalétriers visétois en cette période de Réforme protestante et de Contre-Réforme catholique: une volonté farouche de défendre sa collectivité, un projet *politique* au sens pur, c'est-à-dire de protection des siens à l'intérieur d'une reconnaissance institutionnelle qui assure une certaine pérennité à ce projet. Groupe de défense de la ville contre les brigands, on l'a dit, contre les éventuels envahisseurs plus organisés voire plus puissants – mais sans se faire d'illusion: une petite troupe de bourgeois ne bloque pas le passage d'une armée moderne. La soumission au prince-évêque est un devoir mais est-elle un plaisir pour autant? Le prince-évêque Adolphe de la Marck a bien été obligé de reconnaître la paix de Fexhe en son temps sans que tous les princes-



évêques suivants se soient montrés très ouverts à cette liberté des villes et du peuple: faisons l'hypothèse qu'il n'est pas impossible qu'au sein de la compagnie des Arbalétriers, on soit plus facilement municipaliste que clérical.

La prédication de Luther a séduit bien des commerçants dans le monde européen, ravis de pouvoir se passer de la mainmorte du clergé sur des biens qui auraient pu faire partie des biens commercialisables et taxables. En outre, ces commerçants, en principauté, sont bloqués par la persistance du système féodal. « Le régime seigneurial a eu partout la vie dure. Or pour qu'un système capitaliste de gestion et de calcul économique s'installe dans l'exploitation de la terre, il faut de multiples préalables: que le régime seigneurial ait été sinon aboli, au moins écarté ou modifié (parfois du dedans, et alors c'est le seigneur lui-même, ou le paysan enrichi, le coq de village, qui joue au capitaliste); que les libertés paysannes aient été sinon supprimées, au moins tournées, limitées (c'est la grosse question des biens communaux); que l'entreprise soit saisie dans une chaîne vigoureuse d'échanges à large rayon – le blé à exporter, la laine, le pastel, la garance, le vin, le sucre; qu'une gestion "rationnelle" se mette en place, guidée par une politique réfléchie de rendement et d'amendement; qu'une technique éprouvée dirige les investissements et les implantations de capitaux fixes; qu'enfin existe à la base un prolétariat salarié. »<sup>8</sup>

N'exagérons rien: pour la plupart des commerçants du xvi<sup>e</sup> siècle, les conditions d'épanouissement du régime capitaliste sont proprement impensables, bien entendu. Mais les multiples vexations, les limites incessantes, répétées, à la liberté de commerce, à la volonté de profit, énerve sans cesse la fidélité que l'on doit à celui qui représente la collectivité mais qui intervient continuellement pour rappeler des règles d'un autre temps et d'une autre classe. À voir les «Gueux des mers» narguer les Espagnols, puis ceux-ci mettre Anvers, Ostende, Maestricht à sac, à voir les Provinces-Unies se fédérer pour résister à la destruction des bras armés de l'Inquisition, à entendre les horreurs de la Saint-Barthélemy puis la tentative de la reine de faire la paix avec les protestants, des esprits peuvent s'échauffer quand on habite si près de Maestricht et que le capitalisme promet de si bien se porter dans les futures Provinces-Unies qui ne seront plus limitées par des superstitions d'un autre temps.

Imaginons donc que, sans que cela soit écrit ni nécessairement dit tout haut, certains commerçants visétois se soient sentis légèrement attirés par le protestantisme, légèrement peu chauds à l'idée de soutenir indéfiniment des troupes ibériques et parmesanes à la fois dangereuses et peu fiables. Si même cela n'a pas été dit, l'idée que des Anciens Arbalétriers puissent avoir eu comme une continuité avec la logique politique de défense des libertés municipales peut avoir effleuré des partisans plus fermes du pouvoir épiscopal qui auraient demandé la formation d'une nouvelle compagnie de défense de la ville afin de mieux répondre aux vœux du concile de Trente. Que certains d'entre eux aient pensé pouvoir, une génération plus tard, dénoncer la tiédeur catholique voire le penchant protestant de certains notables de l'autre gilde n'est pas inimaginable non plus. On ne peut rien prouver de tout ceci mais cela peut donner une continuité à l'attitude des uns et des autres ainsi qu'on le verra plus bas. Toujours est-il que, quelques années après le retrait des privilèges à la compagnie des Arbalétriers, ceux-ci

---

<sup>8</sup> Fernand BRAUDEL, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme – xv<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> siècle*. Volume 2. *Les jeux de l'échange*, Paris, Librairie Armand Colin, 1979, p. 292.

Photo : Jean-Pol Nihon.



Drapeau représentant un arbalétrier au rempart et les blasons de plusieurs princes-évêques de Liège. Musée de la Compagnie royale des anciens arbalétriers visétois.

sont rétablis dans leurs droits dès 1611 par le pouvoir liégeois. Ils ont donc confirmé leur soumission au pouvoir épiscopal incarné par un prince de Bavière, affirmé leur foi catholique. Le même prince donna en 1603 aux Liégeois un *Règlement* qui favorisait les métiers contre la bourgeoisie locale, provoquant un mécontentement qui donnera, une génération plus tard, l'affrontement entre Chiroux et Grignoux, exemple sanglant des affrontements sociaux incessants. Que ce séisme social liégeois ait été ressenti jusqu'à Visé paraît inévitable et la conclusion semble s'imposer. Pour les uns, l'affirmation de la prééminence d'une légitimité communale et pour les autres la croyance dans l'urgence d'une réaction noble contre une populace insatiable... Quittons le monde des conjectures pour rejoindre la terre ferme des documents et de l'histoire sérieuse.

En tout cas, une chose est sûre : les Arquebusiers naissent à une période de rétablissement par la force de la foi catholique dans la région tandis que les Arbalétriers étaient nés à une période de montée du pouvoir communal.

## La dualité politico-sociale

La fin de l'Ancien Régime marque l'inutilité des guildes comme organisations de défense militaire et policière de la ville. Le maintien des deux guildes concurrentes à Visé illustre la fonction ou des guildes qui joueraient alors un rôle qu'elles ne jouaient pas ailleurs ou de la dualité des guildes qui provoquerait, par l'émulation, la concurrence entre ces deux sœurs ennemies, une polarisation identitaire permettant des jeux de construction d'identité faciles à monter et faciles à comprendre. Former deux groupes sur un espace politique, c'est se faciliter la vie, se permettre de rendre la collectivité

lisible. Il n'est pas nécessaire de supposer que la dualité reçoive une signification plus générale, plus théorique pour qu'elle se perpétue. De nombreux auteurs ont supposé que tout système implique une dualité pour donner du sens, c'est-à-dire pour transformer une quiétude en un affrontement duel où deux parties au moins tentent d'obtenir la prééminence sur la partie adverse. Telle serait la situation des guildes à Visé durant les deux derniers siècles de l'Ancien Régime : huit générations se font face, sans qu'on sache comment leur division se fonde, quels enjeux elle entraînait ni quelles forces se trouvaient impliquées dans l'affrontement. Le conflit traverse en tout cas les siècles, ainsi que l'atteste l'affaire Sartorius rappelée ici par Daniel Conraads. Cette dualité est considérée comme fonctionnelle chez certains auteurs comme Julien Freund, qui va jusqu'à théoriser une sociologie du conflit, tandis que Claude Lévi-Strauss décortique les rapports duels comme une façon de cacher des hiérarchies sociales plus profondes.

« Au moraliste, la société bororo administre une leçon : qu'il écoute ses informateurs indigènes : ils lui décriront, comme ils l'ont fait pour moi, ce ballet où deux moitiés de village s'astreignent à vivre et à respirer l'une par l'autre ; [...]. Mais que reste-t-il de tout cela, que subsiste-t-il des moitiés, des contre-moitiés, des clans, des sous-clans, devant cette constatation que semblent nous imposer les observations récentes ? Dans une société compliquée comme à plaisir, chaque clan est réparti en trois groupes : supérieur, moyen et inférieur, et par-dessus toutes les réglementations plane celle qui oblige un supérieur d'une moitié à épouser un supérieur de l'autre, un moyen, un moyen et un inférieur, un inférieur ; c'est-à-dire que, sous le déguisement des institutions fraternelles, le village bororo revient en dernière analyse à trois groupes, qui se marient toujours entre eux. Trois sociétés qui, sans le savoir, resteront à jamais distinctes et isolées, emprisonnée chacune dans une superbe dissimulée même à ses yeux par des institutions mensongères, si bien que chacune est la victime inconsciente d'artifices auxquels elle ne peut plus découvrir un objet. Les Bororo ont eu beau épanouir leur système dans une prosopopée fallacieuse, pas plus que d'autres ils ne sont parvenus à démentir cette vérité : la représentation qu'une société se fait du rapport entre les vivants et les morts se réduit à un effort pour cacher, embellir ou justifier, sur le plan de la pensée religieuse, les relations réelles qui prévalent entre les vivants. »<sup>9</sup> Des groupes qui s'opposent l'un à l'autre mais qui, dans les fonctions sociales de la collectivité, remplissent des rôles de même type, voilà qui rapproche une structure sociale d'une autre...

Dès le moment où il apparaît clairement que les Arbalétriers et les Arquebusiers suivent les modifications et les modernisations techniques de façon à rester relativement efficaces pour faire face – au moins en façade – à des agresseurs éventuels, dès le moment où les termes d'*arbalétriers* et d'*arquebusiers* ne différencient plus des armes et leurs servants, c'est que la différence signifie autre chose que ce que les observateurs et les acteurs croient. Il ne s'agit déjà plus, quelques générations après la création de la seconde gilde, de défendre la ville contre une armée mais de défendre un statut social interne au jeu politique, il s'agit de reconnaissance mutuelle de la place prise dans la ville, de différenciation sociale. Si le prince-évêque peut supprimer la subvention de la ville aux guildes dès 1682, c'est probablement qu'il estime que le coût ne vaut pas le service, que la capacité de défense supplémentaire apportée par les deux guildes n'améliore pas substantiellement la sécurité globale.

<sup>9</sup> Claude LÉVI-STRAUSS, *Tristes tropiques*, Paris, Plon, 1984, p. 283-284.

Cette grille d'analyse prend plus d'épaisseur quand on regarde l'avènement de la République française puis de l'Empire napoléonien puis du royaume des Pays-Bas bientôt suivi du royaume de Belgique: l'utilité fonctionnelle des guildes devient de plus en plus ténue. On a lu ailleurs que l'utilité militaire n'est pas complètement nulle mais un groupe de défenseurs locaux n'aurait en tout cas pas pu empêcher le passage d'une armée moderne en ordre de marche, même à Navagne (voir l'article sur le combat de Navagne ci-après). Donc, il faut relativiser la fonction militaire sans exclure l'hypothèse que les hardis défenseurs de Visé aient pu jouer un rôle dans une escarmouche, qu'ils aient pu servir de thermomètre de la popularité d'un prince étranger en sol belge. L'armée belge n'engage pas d'arbalétriers ni d'arquebusiers, et pourtant ceux-ci existent plus que jamais dans la vie moderne qui suit la Révolution liégeoise, en partie animée par des Visétois fort républicains.

L'hypothèse d'une présentation de la société comme composée d'un couple antagonique, alors qu'en réalité elle se compose d'une classe de propriétaires terriens, de propriétaires de moyens de production modernes et de propriétaires de leur propre force de travail, permet de faire revivre la vieille hypothèse de la fonction idéologique des divisions internes de classes massivement homogènes. Cette hypothèse est en contradiction avec la première hypothèse émise d'une sorte de continuité entre les Arbalétriers municipalistes et ceux qui sont accusés deux siècles plus tard de sympathies protestantes et nous devons trancher, avant la fin de ce texte, entre les deux explications.

Autre remarque significative: entre guildes visétoises, le mimétisme institutionnel est très fort, avec les affrontements mimétiques que René Girard décrit si efficacement<sup>10</sup>. Les guildes se ressemblent et, de l'extérieur de la ville, la différence entre les deux n'apparaît pas très visible. Ce qui divise (et organise) les Visétois, n'est pas différenciable pour les étrangers. Ce qui donne sens à une partie des relations sociales est considéré par les Visétois comme ne « regardant » pas les extérieurs. Beaucoup d'ailleurs ne connaissent pas la division de la ville en guildes issues du Moyen Âge, même parmi des observateurs sociaux généralement attentifs. La confrontation entre les deux styles mène à une sorte d'uniformité: réveil matinal par les tambours, circumambulations dans la ville, messe solennelle, répétition de la fête deux fois par an, ostentation des épouses « invitées » dans leurs plus beaux atours, entraînement au tir, discours solennels, repas familiaux se répètent de chaque côté de la frontière qui sépare les Arbalétriers des Arquebusiers. Les affrontements furent parfois si forts qu'il fallut une décision politique pour séparer les jours de fête et qu'une succession syntagmatique permette de dépasser des confrontations paradigmatiques.

<sup>10</sup> René GIRARD, *Achever Clausewitz*, Paris, Carnets Nord, 2007.



Les différents drapeaux de la compagnie des Anciens Arquebusiers. Musée de la Compagnie royale des anciens arquebusiers de Visé.

## La massification du suffrage à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle

À partir de la victoire des pauvres en 1893 et de leur accès au suffrage désormais universel, la lutte communale va se saisir des réseaux sociaux existants en sus des réseaux qu'elle va créer. Les partis politiques vont tenter de se faire connaître, de trouver le chemin vers le vote populaire. Du côté des libéraux et du côté des catholiques, la course à l'électeur est lancée, mais afin qu'elle devienne effective, il faut quelques années pour que les candidats prennent conscience de la puissance populaire acquise par la réforme constitutionnelle. On a raconté dans d'autres chapitres de ce livre la division qui s'opère entre les Arquebusiers. Le motif politique ne fait pas de doute, que l'on adopte l'une ou l'autre version. Certains dirigeants de la gilde voulaient transformer – ou étaient soupçonnés de vouloir transformer – la gilde en outil de recrutement du parti catholique tandis que certains dirigeants voulaient – ou étaient soupçonnés de vouloir – utiliser la gilde comme outil de recrutement du parti libéral. Les interprétations divergent mais les faits illustrent qu'une partie substantielle des artisans de la division se sont retrouvés plus aisément dans l'un ou l'autre parti. Les partis politiques envahissent à ce moment presque toute les sphères sociales: les clubs sportifs fondés à l'époque deviennent des outils de recrutement directs ou indirects, comme les groupes de théâtre dialectal ou non, les harmonies, les cours de coupe-couture, sans compter les mutuelles, les coopératives et les syndicats qui avaient déjà construit les partis en se basant sur des choix sociaux et politiques. Course à l'électeur dans toutes les directions et toutes les associations sont touchées peu ou prou par cette vague de politisation de la société. Le parti clérical et le parti anticlérical s'affrontent pour attirer les électeurs dans ce bourg où le parti ouvrier a peu de chances d'arriver au pouvoir.

Clairement, la division entre cléricaux et anticléricaux est active chez les Arquebusiers, mais chez les Arbalétriers également, on trouve une volonté de marquer des choix politiques non conformes à la majorité de la gilde. Un rassemblement de familles se fit autour d'un groupe dit *les enfants de Bavière*, composé d'Arbalétriers fortement implantés dans le parti catholique et qui ne souhaitaient pas que la «cléricalisation» des Arquebusiers induise une «décléricalisation» des Arbalétriers. Ce groupe ne dura pas très long-

temps ni ne se manifesta publiquement mais le simple fait de son existence après la Première Guerre mondiale montre que la démocratisation du suffrage a touché tous les groupes en ces temps où la guerre scolaire n'était pas encore scellée par un pacte (l'anticléricalisme se base notamment sur la volonté de nationaliser l'enseignement qui était jusqu'alors un privilège de l'école catholique). Cet effet de symétrie donne du sens à ce qui a été vécu du côté des Arquebusiers. L'effet de symétrie montre également que la troisième gilde – quel que soit le choix que l'on fasse de considérer que la troisième est composée des Francs Arquebusiers ou des Anciens Arquebusiers – ne supprime pas nécessairement la bipolarisation, elle peut l'exprimer autrement, comme on le verra plus bas.

Les Anciens Arquebusiers virent même avec horreur une manifestation épisodique d'un groupe appelé les *urbanistes*, réunis autour d'Urbain Dodémont, mais l'inter-

Un des drapeaux des Francs Arquebusiers rappelant le rôle des princes-évêques de Liège Ernest de Bavière et Gérard de Groesbeeck auprès de la gilde.



Photo : Jean-Pierre Lensen.

prétation politique de cette dissidence momentanée est difficile à établir... Il s'agit probablement d'une ambition déçue, d'une sanction de la compagnie face à un récalcitrant, puis d'une tentative de coup de force qui se termine mal. En 1931, Urbain Dodémont perd ses fonctions et en 1935, une mesure d'exclusion frappe 56 membres de la compagnie. L'engagement ultérieur du meneur dans le rexisme ne semble pas être lié à la dissidence en question: il n'a pas été suivi politiquement par ceux qui l'avaient soutenu dans la gilde.

## Une stabilité dans la différence

Si nous tentons d'obtenir une vue d'ensemble des bourgmestres de Visé depuis la fin de l'Ancien Régime, nous pouvons, à partir des données recueillies par Jo Massin et Jean-Pierre Lensen ci-dessus, dresser le tableau suivant.

Le nombre total de mandats de bourgmestre repérés s'élève à 51 depuis un peu plus de 200 ans. 27 mandats ont été gagnés par des Arbalétriers, 7 par des Arquebusiers ou Anciens Arquebusiers<sup>11</sup>, 1 à un Franc Arquebusier, 16 mandats étant occupés par des personnalités n'appartenant pas à une gilde. Les bourgmestres libéraux ont occupé 23 mandats, les catholiques 23 également et les socialistes 2; un rexiste se retrouve dans la catégorie « autre » et deux mandats furent attribués à des personnalités non repérables par une préférence politique. On voit nettement que les libéraux arbalétriers forment la catégorie la plus nombreuse (20), suivie par les catholiques non affiliés à une gilde (11) (remarquons que les deux mandats obtenus par Pierrette Cahay, Richeloise, après la fusion de communes de 1976, ne modifient pas fort le poids de cette case qui serait de toute manière la deuxième en importance à l'intérieur du tableau).

**Tableau 1 : Mandats de bourgmestres de Visé, d'après les affiliations politiques et l'appartenance à une gilde, en valeur absolue**

	Arbalétriers	Anciens Arquebusiers	Francs Arquebusiers	Sans gilde	Total par parti
Libéraux	20	1	1	1	23
Socialistes				2	2
Catholiques	6	6		11	23
Autre				1	1
Ni	1			1	2
Total par gilde	27	7	1	16	51

Source: Jo Massin et Jean-Pierre Lensen, dans cet ouvrage.

Note: *Anciens Arquebusiers* (voir note 11); *libéral*: libéral puis réformateur; *catholique*: catholique puis chrétien (humaniste); *autre*: autre parti (rexiste); *ni*: aucune affiliation politique repérée.

<sup>11</sup> Dans la querelle de préséance de la scission entre Anciens et Francs Arquebusiers, l'interprétation de la dissidence et du courant principal est difficile. Seuls deux mandats de bourgmestre posent question chez les Arquebusiers avant 1910, Merx et Ryckel, ne modifiant pas la répartition globale. D'autre part, la personnalité de Léon Meurice fait lien entre les deux périodes et peut justifier d'attribuer les mandats d'Arquebusiers d'avant la scission aux Anciens Arquebusiers. Ceci n'a pas valeur d'interprétation historique mais de facilité d'exposé.

À partir du tableau des valeurs absolues, on peut dresser les pourcentages obtenus en calculant sur l'ensemble des mandats attribués. Les pourcentages font apparaître de façon plus visible les données déjà enregistrées, à savoir une prédominance des libéraux et des catholiques (90% des mandats ensemble), ce qui est normal en considérant l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle. Les deux premières cases restent visibles, loin devant les deux autres positions des catholiques, répartis à égalité entre Arbalétriers et Anciens Arquebusiers. La marque d'une ville libérale et d'Arbalétriers apparaît rapidement mais pas de manière à pouvoir faire oublier les autres choix de bourgmestres, répartis entre libéraux non Arbalétriers, en Arbalétriers non libéraux, et dans les autres catégories.

<b>Tableau 2 : Mandats de bourgmestres de Visé, d'après les affiliations politiques et l'appartenance à une gilde, en valeur relative</b>					
	<b>Arbalétriers</b>	<b>Anciens Arquebusiers</b>	<b>Francs Arquebusiers</b>	<b>Sans gilde</b>	<b>Total par parti</b>
Libéraux	<b>39,22 %</b>	1,96 %	1,96 %	1,96 %	45,10 %
Socialistes				3,92 %	3,92 %
Catholiques	11,76 %	11,76 %		<b>21,57 %</b>	45,10 %
Autre				1,96 %	1,96 %
Ni	1,96 %			1,96 %	3,92 %
Total par gilde	52,94 %	13,73 %	1,96 %	31,37 %	100,00 %

Dans le tableau suivant, à partir des mêmes données mais comparées autrement, on peut voir que, alors qu'une seule gilde accapare 87% des mandats attribués à la liste la plus importante, le deuxième groupe en importance ne concentre que près de 48% des mandats de sa liste, dans la catégorie de non affiliation à une gilde. Ce tableau fait voir que les mandats catholiques, contrairement aux mandats libéraux, sont loin d'être concentrés sur une gilde mais qu'ils sont répartis à égalité entre les deux gildes privilégiées dans le tableau. Autrement dit, les mandats catholiques ne présentent pas le caractère de préférence de gildes que l'on retrouve pour les libéraux. Les bourgmestres socialistes se remarquent par leur non-affiliation à une gilde.

<b>Tableau 3 : Répartition des mandats de bourgmestres de Visé en pourcentage de l'appartenance à une gilde, par affiliation politique</b>					
	<b>Arbalétriers</b>	<b>Anciens Arquebusiers</b>	<b>Francs Arquebusiers</b>	<b>Sans gilde</b>	<b>Total par parti</b>
Libéraux	<b>86,96 %</b>	4,35 %	4,35 %	4,35 %	100,00 %
Socialistes				<b>100,00 %</b>	100,00 %
Catholiques	26,09 %	26,09 %		<b>47,83 %</b>	100,00 %
Autre				100,00 %	100,00 %
Ni	50,00 %			50,00 %	100,00 %

Le tableau suivant illustre, à l'inverse du précédent, que les mandats obtenus par des membres des gildes sont très marqués par des préférences politiques : 74 % des postes de bourgmestres attribués à des Arbalétriers sont allés à des libéraux alors que 86 % des mandats attribués à des Anciens Arquebusiers ont été conférés à des catholiques. Le marquage politique des Anciens Arquebusiers apparaît fortement, plus même que le marquage libéral des Arbalétriers. Cette gilde est donc encore plus empreinte de proximité politique que la plus importante en terme de mandats. Le même raisonnement s'impose encore davantage pour la gilde des Francs Arquebusiers qui ne dispose que d'un seul mandat obtenu par un libéral<sup>12</sup>.

<b>Tableau 4 : Répartition des mandats de bourgmestres de Visé, en pourcentage des affiliations politiques par appartenance à une gilde</b>				
	<b>Arbalétriers</b>	<b>Anciens Arquebusiers</b>	<b>Francs Arquebusiers</b>	<b>Sans gilde</b>
Libéraux	<b>74,07 %</b>	14,29 %	<b>100,00 %</b>	6,25 %
Socialistes				12,50 %
Catholiques	22,22 %	<b>85,71 %</b>		68,75 %
Autre				6,25 %
Ni	3,70 %			6,25 %
Total par gilde	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

Ces tableaux doivent nous permettre de reconsidérer nos deux hypothèses principales évoquées dans le texte. Alors que les affiliations politiques semblent se répartir indépendamment des affiliations de gildes, les affiliations de gildes au contraire, sont marquées politiquement. Ceci est encore plus vrai des Anciens Arquebusiers ou des Francs Arquebusiers. Remarquons que cette présentation est contre-intuitive : les gildes en tant que telles ne cherchent pas à obtenir des mandats politiques au contraire des partis qui sont constitués à cette fin. Mais ceci marque la symétrie entre les gildes : les Arquebusiers catholiques du début du xx<sup>e</sup> siècle ont voulu utiliser le système politique pour prendre en quelque sorte une position symétrique à celle des Arbalétriers : les pourvoyeurs de mandats pour leur parti. Ceux qui ont refusé une telle affiliation sont restés *francs*, c'est-à-dire fidèles à leur serment de défense collective et ont refusé une affiliation cléricale, ce qui a signifié leur engagement du côté anticlérical. Depuis la scission entre Arquebusiers, il n'y a d'ailleurs plus de bourgmestre catholique arbalétrier – à l'exception notable de Joseph Massin père – comme il n'y a plus de bourgmestre ancien arquebusier libéral, alors que Jean Merx est un Arquebusier libéral au xix<sup>e</sup> siècle.

<sup>12</sup> Si on fait une répartition attribuant les mandats d'Arquebusiers « non Meurice » aux Francs Arquebusiers avant 1910, on obtient : Anciens Arquebusiers x catholiques = 100 % et Francs Arquebusiers x libéraux = 67 % ; Francs Arquebusiers x catholiques = 33 %. Comme mentionné à la note 11, les résultats globaux ne sont pas modifiés mais les Anciens Arquebusiers deviennent monolithiquement catholiques.



Rappelons nos deux hypothèses : la première se base sur la possibilité d'une continuité doctrinale, idéologique pourrait-on dire, entre les municipalistes du Moyen Âge et les libéraux anticléricaux de la période moderne d'un côté, entre les cléricaux de la Contre-Réforme et les catholiques d'avant le pacte scolaire d'autre part. La deuxième hypothèse se base sur l'analyse structurale de Claude Lévi-Strauss et suppose que la fonction essentielle d'un mythe collectif est de cacher des tensions sociales difficiles à accepter.

Dans la mesure où l'affiliation politique durant presque tout le XIX<sup>e</sup> siècle se jouait dans un cercle très restreint d'électeurs (deux pourcents de la population belge avaient le droit de vote aux législatives jusqu'en 1893), les tensions religieuses apparaissaient plus fort que les tensions économiques et sociales. Mais cela exclut-il notre autre hypothèse ?

## La globalisation, la modernité et l'ancrage dans la tradition

Le monde des Visétois se divise en deux groupes : ceux qui « marchent » et ceux qui ne marchent pas dans une compagnie de guildes, probablement la moitié de la population dans chaque groupe. Les racines, disent les partisans du terroir, nous définissent et donnent sens à notre marche, à notre destin puisqu'au moins nous savons d'où nous venons à défaut de savoir où nous allons. Ceux qui stagnent, souvent nouveaux venus dans la ville (moins d'une génération) regardent passer ceux qui marchent tandis que ceux-ci effectuent les processions rituelles en habits du XI<sup>e</sup> siècle.

L'architecte Georges Maes défendait à la fin du XX<sup>e</sup> siècle l'hypothèse de l'occultation de la lutte des classes par les guildes, confortant ainsi ce que j'ai appelé l'hypothèse de la structure cachée. « Pendant qu'ils pensent à organiser leur fêtes, ils n'ont pas le temps pour faire de la conscientisation politique ! » Mais qui fait encore de la conscientisation politique au XXI<sup>e</sup> siècle ? De toute façon, pendant que les tambours, les officiers et les dignitaires rivalisent entre guildes, une permanence se marque dans le paysage social : si, comme Jo Massin l'a montré ici, les dignitaires peuvent voir leurs enfants se marier entre eux, on ne voit pas de mariage entre des enfants de « simple tambour » et des enfants de dignitaires : les classes sociales sont niées dans les fêtes rituelles mais bien présentes en permanence, traçant des lignes de séparation entre classes sociales.

La prise en compte de l'hypothèse de la structure cachée n'annule cependant pas l'hypothèse adverse d'une continuité municipaliste-libérale face à une continuité cléricale. Si, au XIX<sup>e</sup> siècle, la scission politique organisait la vie politique nationale, au XX<sup>e</sup> siècle, la montée en puissance des nouveaux électeurs de 1893, puis des électrices, a transformé les enjeux politiques d'un axe gauche-droite confessionnel en un axe gauche-droite socio-économique. La politique nationale a pu s'emparer des problèmes d'égalité entre citoyens tandis que, dans une petite ville où les conflits se tassent, se diluent, ne se disent pas aisément, apparaissent comme grossiers, un affrontement symbolique local permet de rivaliser pour faire un plus beau cortège, un monument plus important en ville, une démonstration de sa capacité de représentation qui donne sens à la fois à ce qu'il vaut mieux cacher car on ne peut (ou veut) pas changer les hiérarchies sociales, et qui donne sens parce que cela peut rappeler la genèse de la constitution

de la collectivité, l'arrachement de droits au prince-évêque ou le soutien à celui-ci dans les moments de réformes et de méforme. Depuis la fin de la guerre scolaire en Belgique, en 1958, les partis politiques tentent de réunir sur leurs listes des membres des différentes gildes et l'on trouve facilement qui est « franc », « rouge », « bleu » sur chaque liste aux élections communales. Ceci montre à la fois l'importance politique des gildes pour les décideurs et le manque d'homogénéité politique des gildes dans la politique d'après la religion cathodique.

Les affrontements symboliques visétois ne se limitent pas aux gildes et on trouve un Lion's club, un Rotary et un Kiwanis, qui croisent également les divisions partisans ou gildiennes, divisant la collectivité en un jeu de miroirs, répétant comme dans maintes sociétés traditionnelles des logiques mimétiques symboliques, donc socialement indispensables à l'intérieur des notabilités locales.

Dans le fond, on peut constituer un amalgame des deux hypothèses: la partition de la ville en gildes cache des conflits sociaux mais révèle des conflits un peu oubliés, le tout dans un attachement duel, une concurrence, une émulation, qui donnent du sens à ces commerçants mondialisés, à ces professionnels urbains, à ces artisans de l'ère électronique: marcher sur un espace à soi, marquer son pas collectivement, sentir sa solidarité, sa force, son inscription dans la durée, au-delà de l'individualité, dans une solennité lente marquée des souvenirs d'aïeux éteints et d'émotions de descendants à venir.

Pierre VERJANS

Œuvre peinte par Jacques Donnay représentant les compagnies visétoises, l'oie, emblème de Visé, et l'hôtel de ville. Musée de la Compagnie royale des anciens arbalétriers visétois.



Photo : Jean-Claude Dessart.